



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/Nucleaire-ou-pas>

NOTRE DOSSIER : Economie et écologie

# Nucléaire ou pas ?

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1978 - N° 755 - avril 1978 -

Date de mise en ligne : lundi 1er septembre 2008

Date de parution : avril 1978

---

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

---

Faut-il ou non, dans le prochain demi-siècle, avoir recours massivement à l'énergie nucléaire ? Faut-il l'éliminer totalement ? Comment le problème

est-il examiné actuellement et comment le serait-il dans une économie des Besoins ? C'est ce que nous allons essayer d'analyser brièvement.

Le nucléaire inévitable ?

POUR les experts actuellement accoutumés, pour le Gouvernement tout entier, et pour une large traction de l'opposition, la réponse à la première question ne fait aucun doute : c'est un oui Massif, et irréductible. L'élimination totale reste le solution d'une minorité agissant d'ailleurs beaucoup plus à une intuition personnelle qu'à des arguments rationnellement non-concès, notamment en ce qui concerne les solutions de remplacement.

Pour expliquer cette position, il faut se souvenir que la France n'a aucune ressource importante en pétrole, ni en gaz naturel ;

- qu'en tout état de cause l'épuisement mondial de ces ressources énergétiques ne fait aucun doute, de nouvelles techniques ou découvertes ne pouvant, au mieux, que retarder les échéances de quelques décades ;

- que les réserves de charbon français, et surtout leurs caractéristiques, ne permettent pas d'assurer le relais ;

- que la production d'électricité est centralisée entre les mains d'un monopole nationalisé soumis comme toutes les autres entreprises à l'impitoyable loi de la rentabilité financière. C'est en effet cette loi qui, dans un passé récent, nous a valu de donner la préférence aux centrales thermiques brûlant du fuel plutôt que d'accroître la production d'énergie hydroélectrique ou marémotrice, non polluante, non soumise aux aléas des relations extérieures, mais présentant un bilan financier moins favorable, surtout à l'époque des études comparatives aux décisions.

Depuis, la crise du pétrole e certes modifié ces bilans, mais en matière de politique énergétique, il est impossible de changer continuellement et rapidement de cap. Nous avons d'ailleurs dénoncé en son temps, dans notre journal, les dangers d'une telle politique basée uniquement sur des considérations mercantiles au mépris des véritables réalités économiques et humaines.

Des énergies nouvelles sont possibles

NOUS avons, hélas, raison et la seule satisfaction que nous puissions y trouver est d'en tirer argument pour éviter que les mêmes causes ne produisent les mêmes effets désastreux dans les choix à faire entre l'énergie nucléaire et ce qu'il est convenu d'appeler les énergies nouvelles.

Une récente émission de la deuxième chaîne de télévision a passé ces dernières en revue en Janvier dernier. Rappelons brièvement qu'il s'agit essentiellement d'utiliser l'énergie solaire :

- soit directement : plaques et fours solaires, réalisables d'ailleurs non seulement dans les pays à fort ensoleillement, mais aussi dans les pays moins favorisés à cet égard, l'émission ayant cité par exemple des réalisations non négligeables au Canada ;

- soit indirectement en exploitant les immenses possibilités de la photo-synthèse naturelle ; les exemples cités (expériences de la NASA sur les jacinthes d'eau, du Brésil sur l'alcool de canne à sucre, études sur les bois à croissance rapide, etc...) étaient spectaculaires, même si les commentateurs ont pris soin de souligner qu'il ne s'agissait pour l'instant que d'expériences et non de réalisations vraiment industrielles ;

- soit indirectement encore par le biais de l'énergie éolienne où, même encore, les expériences anglaises mettaient en valeur des réalisations concrètes.

## Nucléaire ou pas ?

---

La géothermie, ou exploitation de la chaleur interne du globe terrestre, n'a pas été évoquée au cours de cette mission, mais nous savons qu'elle peut également fournir un complément appréciable d'énergie.

Quoi qu'il en soit, une des conclusions formelles des présentateurs, partagée d'ailleurs par toutes les autorités scientifiques concernées, est « qu'il n'existe actuellement aucun blocage technologique à la poursuite et au développement massif des possibilités d'utilisation de ces énergies nouvelles ».

Les vrais critères

UNE fois de plus les choix, dans notre régime économique actuel, seront donc dictés par des critères purement financiers ; les kilowatts produits seront ceux qui coûteront le moins cher à l'EDF, même si les nuisances qui en découleront sont appelées à peser finalement très lourd sur l'ensemble de la collectivité. L' mission n'a d'ailleurs pas manqué de souligner également que les techniques nécessaires à l'exploitation des énergies nouvelles s'inscrivent dans des conceptions nettement décentralisées de production, faisant largement appel aux initiatives locales.

Si l'on ajoute à cette analyse les facteurs de luttes purement politiques et syndicales qui contribuent à brouiller toutes les cartes en y introduisant les problèmes de plein emploi et de nationalisations, il faut bien reconnaître que notre politique énergétique des prochaines décennies risque fort d'être une fois de plus laborieuse et délicate au même titre que les vœux BESOINS, alors qu'au contraire, dans une société ayant fait siennes les solutions de Jacques DUBOIN, les seules questions posées seraient les suivantes :

- Quelles sont les meilleures méthodes pour produire le maximum d'énergie avec le minimum de travail humain, de matières premières, et de nuisances ?
- Quels sont les délais nécessaires pour assurer le raccordement entre la situation actuelle et le plein rendement des projets décelés ?
- Quelle doit être, en fonction de ces délais, la fraction d'énergie à produire par le nucléaire et avec quelles précautions pour réduire dans toute la mesure du possible l'impact sur l'environnement ?